

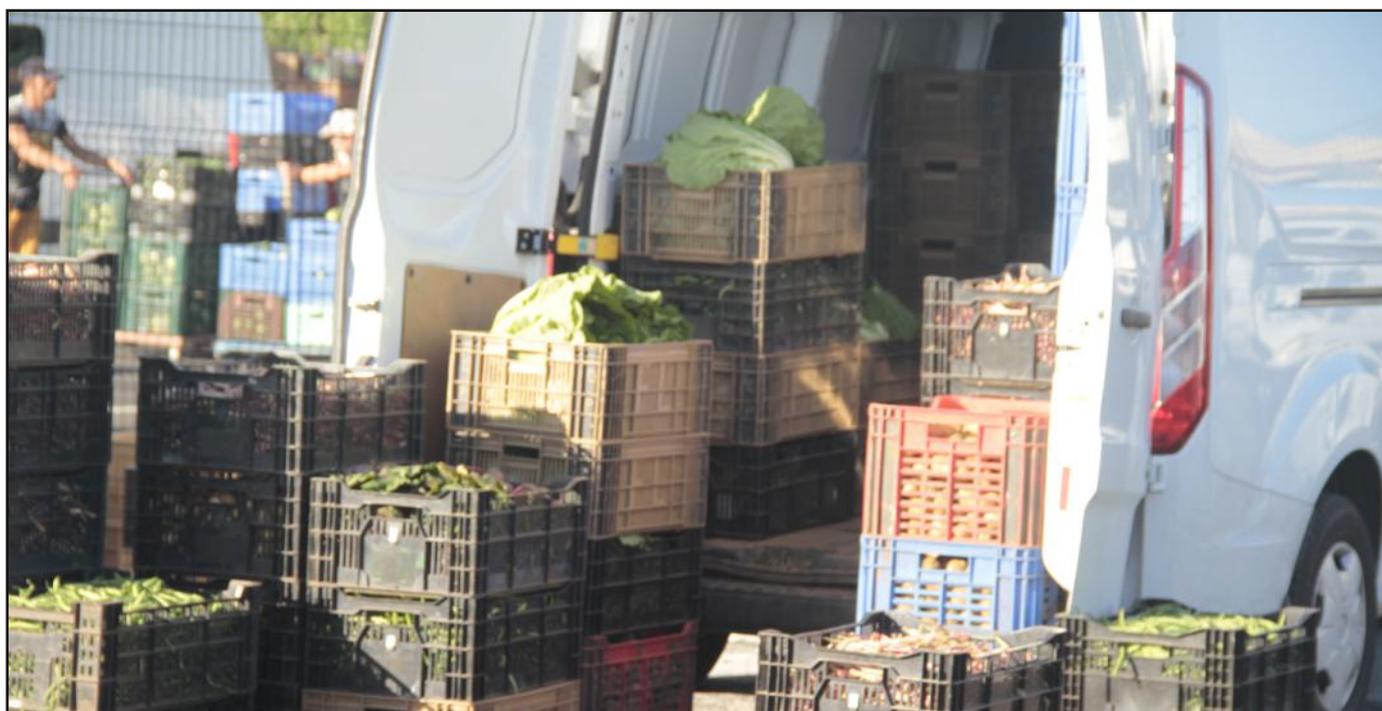
Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 19650 - 76ÈME ANNÉE

Alors que les représentants de 30 % du monde agricole ne veulent rien changer

70 % des agriculteurs réunionnais privés de POSEI : l'urgence d'un modèle bénéficiant à tout le monde agricole



Le débat autour de la baisse de l'aide POSEI destinées aux adhérents des sociétés coopératives ne doit pas faire l'économie de cette question : faut-il continuer avec un système qui réserve la totalité des aides POSEI à seulement 30 % des agriculteurs en laissant de côté tous les autres ?

Comme l'année dernière, la Production locale réunie interpelle l'opinion publique pour demander à plus d'argent à l'Union européenne. Les représentants des sociétés coopératives soutenus par la Chambre d'agriculture ont été

informés d'une baisse de 5 millions d'euros par an du POSEI, une enveloppe compensant ce qui est considéré dans le Traité de l'Union européenne, des « handicaps structurels » : éloignement de l'Europe premier marché d'exportation, étroitesse du marché et conditions agronomiques bien moins favorables au climat tempéré caractérisant l'UE.

Système ébranlé par une baisse du POSEI de 5 millions par an ?

Cette diminution s'inscrit dans le nouveau budget de l'Union européenne, qui est marqué par la sortie du Royaume-Uni. Elle était prévue dès 2018, car ce sujet avait fait l'objet en son temps d'une question de la sénatrice Nassimah Dindar au gouvernement. Ce dernier avait répondu que « dans le cadre des propositions sectorielles présentées par la Commission le 1er juin 2018, le projet de règlement dit Omnibus prévoit une baisse de 3,9 % du montant POSEI France par rapport au montant actuel » et avait dit qu'il se mobilisait avec d'autres gouverne-

ments contre cette proposition. 2 ans plus tard, la position officiellement défendue par la France n'a pas été prise en compte puisque le problème reste toujours posé.

D'après ces sociétés coopératives, le modèle agricole réunionnais risque de s'écrouler si l'Union européenne ne revient pas sur sa décision. Les dirigeants de ces entreprises recherchent donc des soutiens pour faire aboutir leur demande.

POSEI réservé à 30 % du monde agricole

Mais de quel modèle parle-t-on ? Ce qui est présenté comme le modèle réunionnais qui a séduit Emmanuel Macron est porté par des structures telles que le Syndicat du Sucre, dont la représentativité interroge car qui produit du sucre à La Réunion en dehors de Tereos. Les autres sociétés coopératives ne rencontrent pas beaucoup de succès auprès des agriculteurs réunionnais, puisque seulement 30 % d'entre eux ont adhéré à ce genre de structure.

Or, pour bénéficier des aides du POSEI, un agriculteur doit obligatoirement adhérer à une organisation de producteur. En conséquence, c'est donc une aide réservée à 30 % du monde agricole.

Si ces 5 millions représentent 3,9 % du total, alors cela signifie que 70 % des agriculteurs réunionnais n'ont pas accès à plus de 120 millions d'euros de crédits européens.

3500 emplois sans aide POSEI

Pourtant, ces agriculteurs livrent tous les jours des produits de qualité. Dans le Sud, autour du Marché de Gros de Saint-Pierre s'est construit un autre modèle, contraint de fonctionner sans subvention.

La Réunion dénombre environ 2.700 producteurs de légumes, dont seulement 500 sont affiliés à une des neuf organisations de producteurs recensées. Un tiers des maraîchers se déplacent au Marché de gros qui constitue leur principal mode de commercialisation. Dans ce lieu, ils peuvent être en contact avec 400 acheteurs venus de toute l'île. Près de 30 % de la production légumière de La Réunion transite par le marché de gros, tandis que la majorité des ventes s'effectuent selon un circuit court, avec tout au plus un seul intermédiaire.

Le Marché de gros contribue donc à réduire les intermédiaires et favorise les circuits courts, ce qui est un moyen de lutter contre la

vie chère. C'est une SEM qui fonctionne sur fonds propres découlant de son activité, sans subvention. Les agriculteurs de la SEM, produisent sans subvention et vivent de leur activité. C'est le cas pour 80 % de la filière fruits et légumes. La SEM représente 3500 emplois directs. Tout cela est fait sans aucune aide du POSEI qui sont réservées à 30 % du monde agricole.

70 % des agriculteurs privés de POSEI

Se pose alors cette question : faut-il continuer à financer un système qui exclut 70 % des agriculteurs ? En cette période de profonde remise en cause, le moment est sans doute venu de réorienter les aides publiques vers tous les agriculteurs, afin de leur donner plus de moyens pour assurer l'autosuffisance alimentaire de La Réunion.

L'exemple du Marché de Gros montre que sans subvention, 3500 emplois sont possibles. Ce nombre ne pourra qu'augmenter si le but des politiques publiques est d'assurer le développement de La Réunion à partir de ressources dont elle dispose en abondance : le monde agricole en fait partie.

M.M.

« La rolijyon in moun lé dann son kèr » In kozman pou la rout

Mésyé zé Dam, la sosyété, koz èk moin sé koz èk in kouyon, mé sé o pyé d'lo mir k'i oi lo vré mason. Mézami, kozman-la d'aprè sak moin la lir sé in kozman l'afrik mé konm mi di li pé z'ète vré in pé partou. Pou koué mi di sa ? Pars konm zot i koné souvan dé foi dann l'istoir lo pouvoir politik la fé présyon-mèm réprésyon-dsi bann kroiyon pou zot abandone zot rolijyon épi pran la rolijyon ofisyèl, sète lo dominèr. Isi la Rényon, la plipar d'tan té la rolijyon katolik . Sa té mèm marké dann lo kod noir (art 1 i aviz bann juif-art 2 i parl la konvèrsyon bann zésklav) mé sak i fé ofisyèlman lo moun lé pa sansé aplik ali dann son vi privé, dann son kantasoi. Ala pou kosa isi la Rényon demoun néna dè mèm troi rolizyon. Pou kosa ? Pars zot la kashète sa dann zot kèr é kan lo moman té favorab sa la ropran favèr. Sak lé vré isi, mi pans lé vré partou ousa konm moin la di la fé présyon-réprésyon dsi l'moun ziska dann zot kroiyans. Alé ! mi kit azot rofléshi la dsi é ni artrouv pli d'van. Sipétadyé.

Edito

Le progressisme et le communisme comme remparts aux conflits nationalistes

Depuis quelques jours un conflit larvé a de nouveau éclaté à la face du monde : celui opposant les Arméniens et les Azéris sur le territoire du Haut-Karabagh.

Pour rappel, cette région, officiellement sur le territoire de l'Azerbaïdjan, a fait sécession en 1991 et forme depuis une république de facto indépendante.

En effet, le Haut-Karabagh est une région majoritairement peuplée d'Arméniens qui a subi son annexion en 1919, comme bien d'autres peuples suite aux Traités mettant fin à la Première Guerre Mondiale.

Il n'était donc pas étonnant de voir ce territoire faire sécession lors de la dislocation de l'URSS afin de pouvoir aspirer à vivre dans la paix et sous la protection de leurs frères de la République d'Arménie.

Malheureusement pour eux, ils se situent à la frontière de deux zones d'influences : celle russe et celle turque qui ont tout intérêt, d'un côté comme de l'autre, à alimenter le conflit, notamment en faveur de l'Azerbaïdjan, proche politiquement de la Turquie, mais également de la Russie qui joue double-jeu dans l'histoire en armant à la fois ce pays ainsi que les républiques arméniennes.

Alors, y-aura-t'il une sortie proche de ce conflit, qui a déjà fait plus d'une centaine de morts en 3 jours, et plusieurs milliers de depuis 1991 ?

La réponse, aussi laconique que désastreuse est simple : non. Ce conflit territorial, comme bien d'autres de nos jours (Ukraine, Cachemire, ex-Yougoslavie, etc.) ne sera au minimum que larvé tant qu'une solution autre au nationalisme ne sera pas trouvée dans la zone.

Et pourtant, cette solution existe, et a prouvé

son efficacité dans les années passées, y compris entre les Arméniens et les Azéris. C'est lorsque qu'ils avaient un intérêt commun à travailler ensemble, supérieur à leurs préoccupations nationalistes. C'était sous le communisme, en URSS. C'était également le cas en Ukraine, où les conflits actuels n'existaient pas entre russophones et ukrainophones, mais également sous la République fédérative socialiste de Yougoslavie.

Évidemment, il ne s'agit pas là de dire que tout était parfait dans les États communistes, le PCR a par ailleurs été suffisamment critique des différentes situations historiques pour ne pas avoir à être accusé à tort de faire dans la nostalgie.

Néanmoins, lorsque l'on se retrouve à travailler ensemble pour l'émancipation de l'Humanité toute entière, et que l'on a comme premier principe la fraternité, le nationalisme est dès lors dès son origine combattu et ne peut - si la direction politique est toujours suffisamment progressiste et non pas décadente - distiller son poison réactionnaire dans la population.

Cela a également été le cas dans tous les États combattant l'impérialisme, la colonisation et se revendiquant du progressisme dans l'Histoire.

Alors, plutôt que de voir passer et repasser des conflits territoriaux, ethniques, religieux ou autres et attendre patiemment une nouvelle guerre à l'échelle mondiale, ce qui arrivera si l'on ne fait rien, peut-être devrions-nous ardemment nous mettre au travail pour reconstruire une alternative politique au camp du nationalisme, de l'impérialisme et de la réaction. Renforcer le camp des progressistes, et renforcer le camp des communistes !

Mathieu Raffini

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés
71^e année

Directeurs de publication :

1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ; 1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX

Rédaction

TÉL. : 0262 55 21 21 - E-mail : redaction@temoignages.re

SITE web : www.temoignages.re

Administration

TÉL. : 0262 55 21 21

Publicité : publicite@temoignages.re

CPPAP : 0916Y92433

Oté

Antansyonn ! Réspé pou nout rogaye sosis ! Réspé pou nout kuizine !

Mézami, konm moin, zot la romarké dann télé, mèm dann radyo, i anparl bonpé zistoir manzé. Mi pans sé in bone afèr, pars la kuizine sé kékshoz k'i maye bonpé avèk la kiltir in pèp. Alon pa di sé la kiltir èl-mèm, mé proféritableman, alon di sé in pan nout kiltir popilèr... Kosa zot i vé, l'om lé konmsa, li yèm manzé, li yèm ranpli son boujaron, avèk sak lé bon. Moin la fine dir azot kosa in zoinalyé mon papa téi di kan désèrtin té i kass ali ti boi dsi son gou pou l'manzé. Li téi di : « Lo ropo avèk la bone nouritir la zamé tyé son om ! »

Par l'fète, pou kosa demoun i yèm manzé konmsa ziska fèr d'tor zot tit santé tazantan ? Na in moun la di amoin, l'imanité pandan lontan la soufèr la fain . zordi ankò néna dé landroi demoun la fain é par santène de mil pèrone. Mé landroi lo moun i soufèr pa la fain, zot na tandans tro manzé par rapòrt sak zot i dépans pou zot mouvman, zot travaye, zot éspor.

Lo bann médyà. Ebin zot i kale azot dsi laktyalité d'lo moun. Manzé i inérèss aou ébin nou va done aou rosète an kantité. Mi pans mèm avèk l'internet épi la télé, épi la radyo, ninport a ki i pé aprann fé la kuizine. Mé antansyon ! an parmi bann moun néna konm biznès fé la kuizine médyà, néna bann rovizitèr. Zot i sava dann tout landroi dsi la tèr épi zot i rovizite. Ro vizité ? Oui, sa i vé dir zot i pran in rosète dann in landroi, zot i aplik sa azot fason-si i fo mèm zot i mète sa dsi la kart zot réstoran - épi oila.

Mézami, La Rényon, nou néna la shans par la varyété nout popilasyon avoir in bon kuizine épi in kuizine varyé. Mé oila, nou lé mal protézé : nout bann rougaye na poin mark dépozé, nout bann kari-in pé i apèl kury-lé pa protézé non pli, nout brède souvan dé foi lé galvodé. Ni manyé zépis, dakor, mé pa tout ansanm kan mèm la di. Mi pans bann profésyonèl i fo zot i komans tir signal d'alarm. Inn, pou in manzé d'kalité é la partou é an tou tan lo manzé lé d'kalité. Dé, pou in kodifikasyon nout bann pla. Troi pou anpèsh in pé fé ninport de koi.

M'a dir aot in n'afèr : si i kontinyé konmsa, talèr nout rogaye sosis sar koni dann mond antyé. In bon n'afèr mé kèl sosis, kèl rogaye ! Kari la mélanz, kari rovizité. Mi sort lir in gran kizinyé la fé in rogaye sosis avèk shovrète. La mi di non ! Réspé pou nout rogaye sosis ! Réspé pou nout kuizine ! Réspé pou nout kiltir !

Justin